

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

**CÔTE D'IVOIRE :
TROIS SOLDATS
TUÉS À LA FRON-
TIÈRE AVEC LE
BURKINA FASO**

Un véhicule de l'armée a sauté sur un engin explosif improvisé ce samedi 12 juin. Trois soldats ont été tués, selon le chef d'état-major général des armées, le général Lassina Doumbia. Ça s'est passé à Téhini, dans la nuit de samedi à hier, dans la zone où un soldat ivoirien est déjà décédé en début de semaine, après une attaque jihadiste.

**ALGÉRIE: DANS
L'ATTENTE DES
RÉSULTATS, LA
PRESSE FOCALISE
SUR LA FAIBLE
PARTICIPATION**

Les Algériens étaient hier dans l'attente des résultats des législatives de samedi. On s'achemine, semble-t-il, vers une participation autour de 30 % des quelque 24 millions d'électeurs, le plus bas taux d'un scrutin législatif depuis au moins vingt ans, en Algérie.

**TROUBLES À
TUNIS APRÈS
LA MORT D'UN
JEUNE ARRÊTÉ
PAR LA POLICE**

Des affrontements ont opposé ce samedi 12 juin des jeunes Tunisiens aux forces de l'ordre, dans le quartier populaire de Sidi Hassine. Plus tôt dans la journée, une manifestation contre les violences policières avait eu lieu devant le ministère de l'Intérieur, à la suite de la mort suspecte d'un jeune..

G7 : guerre entre Macron et Johnson !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Saucisse anglaise contre saucisse de Toulouse, c'est la guerre qui a opposé Britanniques et Français lors des travaux du G7. Londres a demandé hier « du respect » aux Européens après un entretien d'Emmanuel Macron avec Boris Johnson en marge du G7 qui a donné lieu à un échange difficile sur les conséquences du Brexit en Irlande du Nord.

Au cœur de cette mésentente qui a plombé le G7 ce week-end, les dispositions commerciales spécifiques à l'Irlande du Nord, qui prévoient des contrôles sur certains échanges entre la Grande-Bretagne et la province britannique, de l'autre côté de la mer d'Irlande, afin d'éviter qu'ils aient lieu entre la province et la république au sud. Au point, selon Londres, de compromettre l'approvisionnement des Nord-Irlandais, en saucisses anglaises notamment, et de menacer l'intégrité et la souveraineté du Royaume-Uni.

Après une série d'entretiens samedi avec le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel, et les chefs de l'UE Ursula von der Leyen et Charles Michel, Boris Johnson a averti que son gouvernement n'hésiterait pas à passer outre l'accord de Brexit faute de flexibilité de l'UE, qui appelle Londres à respecter ses engagements.

Selon certaines sources, le Premier ministre britannique était notamment furieux après son échange avec Emmanuel Macron. Johnson s'y est plaint des règles actuelles, qui empêchent donc à partir de juillet l'envoi de saucisses de l'île de Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord, estimant que cela revenait à interdire la vente de saucisses de Toulouse à Paris. Le président français a selon ces journaux rejeté la comparaison en expliquant que « Paris et Toulouse font partie du même pays alors que ce n'est pas le cas de l'Irlande puisqu'il y a une mer entre eux ». L'entourage du président français a confirmé l'échange en assurant qu'il avait employé le terme « territoire ». « La discussion était



Les dirigeants français et britannique lors du sommet du G7

tendue », a reconnu cette source. Cela aurait rendu furieux Boris Johnson et aurait entraîné sa menace, formulée à la télévision britannique, d'invoquer l'article 16 du « protocole nord-irlandais » permettant de passer outre certaines dispositions du texte. Le

chef de la diplomatie britannique Dominic Raab a lui critiqué les « très hauts responsables de l'UE qui parlent de l'Irlande du Nord comme si c'était un pays distinct du Royaume-Uni, ce n'est pas seulement insultant, cela a des effets concrets sur les communautés ».

« Vous vous imaginez ce qui se passerait si on parlait de la Catalogne, de la partie flamande de la Belgique, d'un Land allemand, de l'Italie du Nord, de la Corse pour la France comme de pays différents ? Il faut un peu de respect », a-t-il dénoncé.

Désamorcer la colère britannique



Les dirigeants à l'issue de la rencontre.

J.O.
Libreville/Gabon

Face à la presse à la fin du G7, Emmanuel Macron a tenté de désamorcer la colère britannique. « La France ne s'est jamais permise de remettre en cause la souveraineté britannique », a-t-il assuré. « Que tout le monde revienne à

la raison ».

Les mesures adoptées pour l'Irlande du Nord sont censées « préserver » la paix dans la province en évitant le retour d'une frontière dure avec la république d'Irlande voisine, membre de l'UE. Elles ont provoqué des remous politiques et même de violents heurts début avril. Signe de l'ambivalence entre Londres et Bruxelles

après le Brexit, selon une source européenne, les Britanniques ont refusé que soit dressé le drapeau européen dans les salles du G7. En outre, ce sommet de trois jours en Cornouailles, dans le sud-est de l'Angleterre, était très attendu par les dirigeants des pays qui forment le G7. Et c'est la présence de Joe Biden, le nouveau président américain qui a permis de donner « un nouvel élan » à ce G7, comme l'a expliqué la chancelière allemande Angela Merkel. Une unité retrouvée, comme le démontre le communiqué final.

Les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la France et le Japon se sont engagés dans la lutte contre la pandémie de coronavirus avec un milliard de doses de vaccin qui seront distribuées lors des deux prochaines années dans une centaine de pays. Un plan pour réduire le délai pour développer de futurs vaccins et traitements va également être mis en place.